

À CAUSE D'UNE GRÈVE DE QUELQUES HEURES DU PERSONNEL NAVIGANT COMMERCIAL

Les aéroports paralysés hier matin

Une grève de six heures observée par le personnel navigant commercial (PNC) d'Air Algérie a provoqué une paralysie totale du trafic aérien durant toute la matinée d'hier mercredi. Ainsi, sur 154 vols programmés pour cette journée, près d'une cinquantaine de vols prévus tant sur le réseau domestique qu'international ont été annulés.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision d'engager un bras de fer avec l'employeur a été prise la veille, soit le mardi 24 avril, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des syndicalistes affiliés au SNPNC.

Lors de cette rencontre, les syndicalistes protestaient «contre le non-respect de l'accord sur les salaires conclu l'année écoulée avec la direction de la compagnie et contre les sanctions prises pour licenciements abusifs ayant touché des grévistes».

Ainsi, la menace de grève a été mise en exécution dès ce mercredi à 4 heures du matin, engendrant une paralysie de l'ensemble du trafic aérien. Tous les aéroports du pays ont vu leurs activités suspendues.

Pour M^{me} Sadat, du bureau du Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), «cette situation est la conséquence directe du non-respect de l'employeur de ses engagements, ajoutez à cela les dépassements de la direction des opérations à l'égard des travailleurs».

Pour cette syndicaliste, «l'employeur est le premier responsable de cette situation», tout en ajoutant que «les accords conclus en

juillet dernier ne sont pas totalement respectés». Selon un autre responsable du PNC, «cette grève est devenue nécessaire du fait de la non-application des accords entre la direction générale d'Air Algérie et notre syndicat et du mépris affiché quant à nos revendications». «La direction générale d'Air Algérie, malgré nos différentes sollicitations, ne répond pas à nos doléances», ajoute notre interlocuteur.

Pour rappel, en juillet 2011, stewards et hôtesses de l'air de la compagnie nationale s'étaient mis en grève durant quatre jours, bloquant tous les vols et provoquant la pagaille dans les aéroports algériens et étrangers. La grève de juillet dernier, la première d'une telle ampleur, visait à obtenir une revalorisation du salaire et du statut. Les grévistes réclamaient, notamment, une hausse de 106% du salaire. Des négociations ont été engagées entre la direction de la compagnie et le syndicat navigant, qui compte quelque 900 hôtesses de l'air et stewards, mais selon le syndicat, les accords qui en ont découlé n'ont pas été respectés. Or, en juillet dernier, M. Boulouf, le président-directeur général d'Air Algérie, avait précisé



Tous les aéroports du pays ont vu leurs activités suspendues.

qu'en vertu de cet accord, qui constitue l'aboutissement de plusieurs mois de discussions entre la direction générale et les représentants syndicaux du PNC, «des corrections seront apportées à certaines indemnités» spécifiques à ce personnel.

«Le protocole d'accord vient concrétiser le contenu du procès-verbal signé en juillet dernier (2011) entre la direction générale et les responsables syndicaux du PNC», a-t-il ajouté.

Le P-dg d'Air Algérie a indiqué, par ailleurs, que certaines revendications du PNC seront soumises aux autorités compétentes pour être prises en charge, citant, à titre d'exemple, l'abattement sur l'IRG

(impôt sur le revenu global), lorsqu'il s'agit de survol des zones «inhospitalières» comme les déserts, les mers et les océans, ainsi que l'augmentation des allocations de devises.

A. B.

Pagaille à l'aéroport Soummam Abane-Ramdane

Il régnait une très lourde tension dans la matinée d'hier, à l'aéroport international de Béjaïa où quelque 143 passagers de la compagnie nationale Air Algérie devaient rejoindre par le vol 1018 celui de la capitale française Orly Sud à 10h00. Des hommes, des femmes, âgés pour la plupart, et des enfants ont été contraints de patienter pendant de longues heures pour cause du mouvement de grève, enclenché par le syndicat du personnel navigant (PNC) de la flotte nationale. L'information faisant état du débrayage des stewards et des hôtesses de l'air n'a été annoncée qu'en dernière minute aux passagers par le personnel au sol de l'aéroport de Béjaïa, ce qui a provoqué une véritable colère dans l'enceinte de l'aérogare.

«Nous n'étions informés de ce mouvement de grève du PNC qu'en dernière minute, aucun avion n'a décollé d'Alger. Des négociations entre le syndicat et la direction seraient en cours afin de reprendre les vols et libérer les passagers de cette situation», nous dira un responsable de la compagnie Air Algérie de l'aéroport Soummam Abane Ramdane que nous avons interrogé sur ce sujet.

Les vols n'ont repris que dans l'après-midi vers la capitale parisienne, après de longues heures de tractations entre les deux protagonistes pour des revendications socioprofessionnelles, au grand bonheur des passagers.

Kamel Gaci

POUR NON-RESPECT PAR L'EMPLOYEUR DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL

Les aiguilleurs du ciel menacent d'une grève

Le Syndicat national des personnels de la circulation aérienne (SNPCA) menace de recourir à une nouvelle démonstration de force. La cause ? «Il y a un non-respect» de la part de l'employeur «de la législation nationale, notamment les volets relatifs à la procédure de conciliation et au droit de grève».

L'annonce a été faite dans un communiqué rendu public hier. «Nous sommes amenés malgré nous à prendre cette initiative encore une fois en raison du

refus de notre hiérarchie à mettre à notre disposition un outil de travail sûr et fiable», lit-on dans le communiqué «Nous prenons à témoins les pouvoirs publics et l'opinion nationale que cette situation de non-droit a engendré une grave détérioration du moral des personnels de la circulation aérienne comme nous en dégageons notre entière responsabilité et engageons par là même celle de ses auteurs», ajoute le communiqué.

A. B.

L'UNPEF MAINTIENT SON MOUVEMENT DE PROTESTATION

La grève reprend dimanche

L'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef) a mis fin, hier, aux deux jours de grève qu'elle a initiés. Le syndicat reprend la protestation, dimanche, et entame une grève illimitée. L'Unpef refuse que le statut particulier des travailleurs de l'éducation soit signé dans sa mouture actuelle.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les écoles du primaire et du moyen risquent d'être fortement perturbés la semaine à venir. Aucun terrain d'entente n'a été trouvé entre le syndicat de l'Unpef et le ministre de tutelle.

La situation de blocage sur le statut particulier est toujours telle quelle, reconnaît Sadek Dziri, porte-parole du syndicat. L'Unpef, qui refuse que le statut des travailleurs soit signé «avec ses dysfonctionnements», ne s'avoue pas vaincue. Ainsi, après une première

mobilisation, comme signe d'avertissement, dans le but de reporter la signature de la mouture du statut particulier des travailleurs de l'éducation, le syndicat de l'Unpef appelle à nouveau à un mouvement de protestation à compter de ce dimanche.

Conforté par le taux d'adhésion à la grève qui a avoisiné les 80% pour les journées de mardi et mercredi, le syndicat compte maintenir la pression jusqu'à satisfaction de ses revendications. Les initiateurs de la protestation, qui qualifient leur



Les examens de fin d'année compromis.

mouvement de «grand succès», soulignent que les enseignants, les inspecteurs, les surveillants, les directeurs et les corps communs du

secteur resteront mobilisés jusqu'à ce qu'ils arrachent leurs acquis. L'Unpef, qui se bat pour l'intégration de tous les enseignants du primaire

et du moyen sans condition, l'uniformisation du mécanisme d'intégration des corps d'enseignement, la promotion verticale des cycles, la régularisation de la situation des ingénieurs dans les cycles primaire et moyen et des adjoints d'éducation dans la catégorie 10, menace d'aller loin dans sa protestation, en boycottant les examens de fin d'année.

Soulignons que les examens du cycle primaire se dérouleront le 29 mai et concerneront 601 586 candidats. 771 284 se présenteront aux épreuves du brevet d'enseignement moyen, qui auront lieu du 10 au 12 juin prochain.

Le syndicat interpelle le président de la République pour régler la situation de la famille éducative.

S. A.